

Le numéro 17 (mars 2012) de la revue *Diasporiques* a consacré un encart à la Bretagne et notamment à la question de la langue bretonne, alors traitée par Fañch Broudic<sup>1</sup>. Celui-ci nous éclaire aujourd'hui sur ce qui s'est passé en Bretagne à ce sujet à partir du milieu du xx<sup>e</sup> siècle. Voici la première partie de son analyse, qui porte sur les courants idéologiques sous-tendant les pratiques. La seconde partie, sur les pratiques elles-mêmes depuis cette période jusqu'à nos jours, sera publiée dans le prochain numéro de la revue.

# La langue bretonne : idéologie et pratique sociale à partir de la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle

**Fañch Broudic**

## Première partie : les conflits idéologiques

**L**a question de la langue bretonne a toujours donné lieu à de multiples débats. L'histoire des mouvements qui se sont préoccupés de son actualité et de son devenir, selon des modalités variables, pendant la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle – en particulier pendant la période de la Seconde Guerre mondiale puis celle de la Libération - a été déterminante. Mais il ne faut pas non plus perdre de vue l'importance des itinéraires personnels. Ceux de Jean Nédélec et d'André Le Mercier, tous deux instituteurs publics et militants laïques, sont exemplaires (voir encadré ci-contre).

### LES NOIRES ANNÉES DE L'OCCUPATION

La période de l'Occupation ne se réduit pas à des affrontements. Dans l'ouvrage qu'elle a consacré à la vie culturelle en France pendant ces quatre années<sup>2</sup>, Stéphanie Corcy en souligne le paradoxe : à Paris, comme à Lyon, en Alsace comme dans les villages bretons, la vie culturelle, écrite, a été foisonnante. C'est que le projet allemand pour la France est initialement de donner « l'illusion d'une vie culturelle normale ». C'est l'opportunité dont se saisissent les intellectuels et les militants bretons.

<sup>1</sup> Voir encadré page IX du présent numéro.

<sup>2</sup> Stéphanie Corcy, *La vie culturelle sous l'Occupation*, Perrin, 2005.

Celui qui va s'imposer alors comme le leader du mouvement culturel d'expression bretonne est Louis-Paul Nemo, connu sous le pseudonyme de Roparz Hemon. Francis Favereau le reconnaît comme ayant été avec la revue littéraire *Gwalarn* (Nord-Ouest), à compter de 1925, « la référence incontournable » de la littérature bretonne de l'entre-deux-guerres mais aussi le théoricien d'un « nationalisme (breton) virulent »<sup>3</sup>.

J'ai analysé pour ma part son nationalisme comme un intégrisme : il est puriste sur le plan linguistique, considérant la langue usuelle des bretonnants de son temps comme un vulgaire patois. Rejetant le français comme étant la langue de « l'étranger », il ne préconise rien moins que de l'exclure de Bretagne tout en admettant contradictoirement qu'il est impossible de s'en passer. En fait, ses thèses sont les mêmes que celles que promeuvent tous les mouvements d'extrême-droite au même moment un peu partout en Europe : dénonciation de la décadence et rejet du vieux monde, volonté de créer un nouvel homme (breton) et exaltation d'une forme d'union nationale (en Bretagne)<sup>4</sup>.

Ronan Calvez les caractérise comme « l'acte de naissance et les premiers pas d'une idéologie totalitaire » et pose la question : « Peut-on bouder quand l'Histoire vous parle ? »<sup>5</sup>. Assurément non : l'écrivain bretonnant Abeozen<sup>6</sup> qu'approuve sans tarder son homologue Youenn Drezen, affirme que « les Bretons ont une carte à jouer et c'est la carte allemande ». Aussitôt dit, aussitôt fait : sept des principaux responsables d'associations bretonnantistes transmettent aux nouvelles autorités d'occupation un mémoire rédigé en

## Le breton dans l'itinéraire de Nédélec et Le Mercier, instituteurs de l'École publique

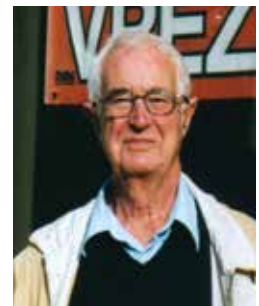
Quand Jean Nédélec a été nommé en 1943 instituteur dans le centre de la Bretagne, il ne se doutait pas qu'il deviendrait des années plus tard, et pour deux décennies, secrétaire général de la Fédération des Œuvres Laïques du Finistère. Ayant passé son enfance à Brest, il n'avait qu'une connaissance passive du breton. Mais comme tout le monde ne parlait que le breton à Landeleau, lors des fêtes de village, il se sentait « comme un étranger dans son propre pays ». Quand il rejoint la commune de Collorec deux ans plus tard dans le même secteur, presque tous les enfants fréquentaient l'école privée catholique et il n'y en avait que trois à l'école publique ; un an plus tard, ils étaient au nombre d'une vingtaine. Comme il se trouvait dans un milieu bretonnant, Nédélec avait mis sur pied une troupe de théâtre en breton et diverses autres activités avec le concours de l'Amicale laïque. C'était le temps où, lors d'une campagne électorale sous les préaux, un candidat communiste montait sur scène porter la contradiction — en breton — au député sortant de droite qui, n'y comprenant rien, ne pouvait que quitter la salle<sup>7</sup>.

André Le Mercier avait été instituteur en Algérie avant d'être nommé à Glomel, dans les Côtes-d'Armor : étant lui-même bretonnant, il entreprend d'initier ses élèves à l'étude de la langue bretonne dans laquelle la plupart d'entre eux sont alors capables de s'exprimer. S'appuyant sur la méthode Freinet, il lance un journal scolaire bilingue ainsi que, lui aussi, une troupe de théâtre en breton, dont le souvenir reste vivace dans la région. Il sera conseiller pédagogique de breton pour l'académie de Rennes de 1976 à 1978. Il s'est beaucoup investi dans des associations bretonnantes, en tant que membre d'*Ar Falz* (La faucille) d'abord, puis comme président d'*Emgleo Breiz* (Fondation culturelle bretonne).

<sup>3</sup> Voir les notes de cette page au verso



Jean Nédélec



André Le Mercier

PHOTO FANCH BROUDIC

breton et en allemand. Les annonces qui vont s'enchaîner au fil des mois leur paraissent une aubaine inespérée : programmes en breton sur Radio-Rennes, publication de l'hebdomadaire *Arvor*, création d'un Institut celtique, adoption le 8 juillet 1941 d'une nouvelle orthographe du breton dite *peurunvan* (totalement unifiée) dans l'idée qu'il pourrait certes devenir langue d'enseignement, mais aussi celle d'un hypothétique futur État breton...

Toutes ces réalisations présentent une double particularité. D'une part, elles sont toutes placées sous la responsabilité de Roparz Hemon, le directeur de *Gwalarn*. D'autre part, elles sont mises en œuvre à l'initiative ou avec l'aval des autorités allemandes et supervisées par elles en la personne d'un celtisant de l'université de Marburg, le *Sonderführer* Leo Weisgerber. Le fonctionnement de Radio-Rennes n'est à cet égard qu'un simple calque de celui de Radio-Paris, qu'avaient créée les Allemands après s'être emparés des émetteurs de la capitale et qu'ils avaient déjà placée sous le contrôle direct d'un *Sonderführer*.

C'est d'ailleurs Radio-Paris qui abonde le budget de Radio-Rennes et qui rémunère le directeur et les collaborateurs des émissions en langue bretonne. On a longtemps voulu minimiser la collaboration du mouvement breton sous l'Occupation

en la réduisant à l'engagement militaire des quelques dizaines de soldats perdus de l'unité Perrot aux côtés des nazis. On connaissait aussi celle, politique, des autonomistes du PNB (Parti national breton) avec la puissance occupante. On ne peut davantage occulter celle, bien réelle, des intellectuels bretonnantistes. Le mouvement breton est à ce point discrédité à la sortie de la guerre que toute manifestation d'empathie pour la langue ou pour une idée bretonne déclenche une suspicion d'adhésion aux thèses honnies de *Breiz atao* (La Bretagne avant tout), du nom de l'organe du PNB de 1919 à 1939.

Les compromissions de la période de l'Occupation vont cliver et structurer les mouvements culturels et linguistiques bretons dès la Libération et pour ainsi dire jusqu'à aujourd'hui : d'après Yvon Le Ven<sup>8</sup>, c'est de ce moment qu'il faut dater la ligne de fracture qui va par la suite les identifier. Il ne faut cependant pas croire qu'il n'y aurait eu que des collaborateurs parmi les militants bretons pendant les années de guerre : Jean-Jacques Monnier a pu en recenser plusieurs dizaines qui se sont effectivement engagés dans la Résistance<sup>9</sup>, mais c'est à titre individuel qu'ils l'ont généralement fait. Et, ajoute l'historien Michel Denis, « ils ne sont pas en mesure à l'issue du conflit de corriger l'image désastreuse construite par le seul PNB »<sup>10</sup>.

<sup>3</sup> Francis Favereau, *Anthologie de la littérature bretonne au xx<sup>e</sup> siècle*, volume 3, 1945-1968, Morlaix, Skol Vreizh, 2008.

<sup>4</sup> Fañch Broudic, *Le breton, une langue en questions*, Brest, Emgleo Breiz, 2007.

<sup>5</sup> Ronan Calvez, *La radio en langue bretonne. Roparz Hemon et Pierre-Jakez Hélias : deux rêves de la Bretagne*. Presses Universitaires de Rennes, Centre de Recherche Bretonne et Celtique, 2000

<sup>6</sup> Je prends le parti d'adopter la version bretonne du nom des auteurs cités.

<sup>7</sup> Nédélec, Jean, 1920-1980. *60 ans de vie militante dans le Finistère*, Brest, Maison de la lecture, 2003.

<sup>8</sup> Yvon Le Ven, *Armand Keravel (1910-1999), ou l'apostolat laïque d'un homme au service de la langue et de la culture bretonnes*, Brest, Université de Bretagne occidentale. TER, tapuscrit, 2004.

<sup>9</sup> Jean-Jacques Monnier, *Résistance et conscience bretonne, 1940-1945*.

Fouesnant, Yoran embanner, 2007.

**Journaliste, Fañch Broudic a été responsable des émissions en langue bretonne à France 3 jusqu'en 2007. Docteur ès lettres pour une thèse sur la pratique du breton de l'Ancien régime à nos jours, il est chercheur associé au Centre de recherche bretonne et celtique (Université de Bretagne occidentale, Brest). Spécialiste des sondages sur la pratique du breton et ses représentations, il mène des recherches sur cette langue en sociolinguistique et en histoire.**  
www.langue-bretonne.org

## LA PREMIÈRE GALAXIE BRETONNE DE L'APRÈS-GUERRE

Armand Keravel est l'une des personnalités qui vont marquer les années d'après-guerre de leur empreinte et dont le rôle est pourtant occulté aujourd'hui dans nombre d'ouvrages. En 1930, à l'âge de 20 ans, il s'était déjà entretenu avec Yann Sohier d'un projet de revue qui aboutira trois ans plus tard sous l'appellation d'*Ar Falz* (La faucille) en vue de regrouper les instituteurs laïques sur une base progressiste, voire prolétarienne, et de réclamer la scolarisation des jeunes enfants en breton. La démarche ne suscite qu'un nombre limité d'adhésions. Après le décès de Sohier en 1935, la revue se mettra en sommeil en juillet 1939. Dès décembre 1940, Keravel oppose sèchement une fin de non-recevoir à Youenn Drezen qui le sollicitait pour des chroniques dans *L'Heure bretonne*, le journal collaborationniste du PNB.

À la rentrée qui fait suite à la libération de la Bretagne en 1944, il diffuse auprès des enseignants une première circulaire en vue de la relance d'*Ar Falz*. Il faut cependant attendre septembre 1945 pour que reparaisse la revue éponyme en tant que bulletin des instituteurs et professeurs laïques bretons, puis mai 1947 pour que le mouvement, qui se positionne à gauche, se constitue en association. Keravel en est le secrétaire général et, selon la formule de Pierre-Jakez Hélias, il en sera « l'incarnation » jusqu'au début des années 1970<sup>11</sup>.

Le positionnement du nouvel *Ar Falz* dans le camp laïque et même « rouge » mais « non virulent », conduit un plus grand nombre d'enseignants publics à s'intéresser à la question du breton à l'école, selon

l'analyse de l'historien Youenn Michel : il n'est « plus soupçonné de favoriser en secret le cléricisme ou l'autonomisme ». Pour autant, écrit-il, « le rapport des forces entre partisans et contempteurs du breton au sein du camp laïc n'est pas vraiment renversé »<sup>12</sup>. Cette période n'en présente pas moins une double spécificité. Nationalement, une convergence s'établit sur la base de constats communs entre, notamment, *Ar Falz* et l'Institut d'études occitanes pour créer le Mouvement laïque des Cultures régionales (MLCR) en septembre 1958<sup>13</sup>. Régionalement, une relation inédite de confiance, bien que de concurrence, s'installe entre les catholiques du *Bleun-Brug* (Fleur de bruyère) et les militants laïques d'*Ar Falz* pour condamner les choix idéologiques du mouvement breton sous l'Occupation.

Keravel entreprend par ailleurs de démarcher les parlementaires à propos de l'enseignement du breton. Les députés communistes sont les premiers à déposer une proposition de résolution en ce sens en mai 1947. Quatre conseillers de la République, représentant les principales formations politiques du moment (MRP, RPF, SFIO, PCF), déposent à leur tour une proposition de loi en juillet 1948. Ces initiatives et quelques autres, un long travail de lobbying aussi (auquel prennent part également les Occitans et d'autres), aboutissent finalement après diverses péripéties au vote de la loi Deixonne le 22 décembre 1950, promulguée le 13 janvier 1951 : pour la première fois la République autorise officiellement l'enseignement, certes facultatif (et, du coup, pas très bien organisé), de quatre langues locales, à savoir le breton, le basque, le catalan et l'occitan.

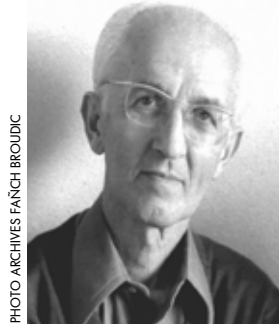


PHOTO ARCHIVES FANCH BROUDIC

Armand Keravel

<sup>10</sup> Denis, Michel, « Le mouvement breton pendant la guerre, un bilan », dans Bougeard, Christian (dir.), *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, Brest, Centre de recherche bretonne et celtique, 2002.

<sup>11</sup> Hélias, Pierre-Jakez, *Le quêteur de mémoire*, Plon, 1990.

<sup>12</sup> Michel, Youenn, « La défense de la culture bretonne : élément et enjeu du passage d'une laïcité de combat à une laïcité ouverte (années 1940-1960) », dans Balcou, Jean, Provost, Georges et Tranvouez, Yvon (dir.), *Les Bretons et la Séparation, 1795-2005*, Presses universitaires de Rennes, 2006.

<sup>13</sup> Mouvement laïque des Cultures régionales, « Les langues de France et l'école publique », *Ar Falz*, n° 1, janvier-février 1959.

Mais ni Keravel ni *Ar Falz* ne peuvent une seconde imaginer que le breton puisse s'enseigner dans l'orthographe surunifiée adoptée en 1941. Pour des raisons à la fois linguistiques et pédagogiques, puisque les innovations qu'elle introduisait leur paraissent inappropriées. Mais aussi pour des raisons politiques : hors de question d'utiliser une orthographe perçue, d'après ce que rapporte Yohann Falchier dans un mémoire d'histoire, comme le symbole de la collaboration de l'*Emsav* pendant la guerre<sup>14</sup>. Ils ne sont pas les seuls : en mars 1948 l'assemblée générale de la Faculté des lettres de Rennes s'oppose à « l'orthographe bretonne, improvisée le 8 juillet 1941 à l'instigation de l'occupant et n'admettra jamais cette orthographe, scientifiquement condamnable, dans aucun des examens dont elle a le contrôle ». Une série de réunions de travail avec le concours des celtisants de l'Université de Rennes aboutit à la mise au point d'une nouvelle graphie qui sera dès lors considérée comme l'orthographe universitaire du breton, que l'Éducation nationale approuve le 16 juin 1955 et qu'adoptent aussitôt les principales associations culturelles bretonnes (*Ar Falz* et le *Bleun-Brug* mais aussi *Kendalc'h* (Maintenir) qui fédère les cercles celtiques et *BAS (Bodadeg ar sonerion*, l'assemblée des sonneurs qui regroupe les *bagadou*...).

Toutes ces associations ainsi que diverses personnalités se retrouvent à la mairie de Quimper en mai 1953, toujours à l'invitation de Keravel, dans le but de promouvoir l'enseignement du breton. Décision est prise de créer à cet effet une nouvelle structure sous la forme d'une confédération qui

prendra le nom d'*Emgleo Breiz* en 1955. Celle-ci organise des journées d'information et de collecte en faveur de la langue bretonne et démarche les parlementaires pour qu'ils déposent de nouvelles propositions de loi en vue de consolider son enseignement. Mais aux premiers temps de la V<sup>e</sup> République, le général de Gaulle et Michel Debré n'ont aucune envie de donner suite à un tel projet et ne fournissent que des réponses dilatoires à toute demande concernant l'enseignement du breton.

### ÉMERGENCE D'UN NOUVEAU NATIONALISME CULTUREL

Un autre galaxie bretonne se constitue sur un socle de nouvelles publications qui paraissent à compter de 1945 à Paris et à Rennes et dans lesquelles vont s'exprimer de jeunes auteurs, mais aussi ceux de la période antérieure. *Al liamm* [Le lien] n'est au départ qu'un simple bulletin de liaison entre bretonnants de conviction nationaliste, mais elle deviendra en un demi-siècle, sous la direction de Ronan Huon, la revue culturelle et littéraire la plus emblématique de cette mouvance. Elle accueille des dizaines d'auteurs au fil des décennies et s'ouvre progressivement à d'autres expressions, si bien que Favereau la considère comme « la plus grande pépinière d'œuvres, voire de talents » sur l'ensemble du xx<sup>e</sup> siècle. Mais elle est toujours restée fidèle aux postulats de ses débuts.

Il n'est question ici ni de critique ni d'autocritique mais avant tout d'un héritage clairement assumé par rapport au positionnement de *Gwalarn* jusqu'à sa disparition en 1944. L'écrivain Abeozen n'évoque la

<sup>14</sup> Falchier, Yohann, *Ar Falz, d'un idéal laïque à un idéal socialiste et régionaliste (1945-1965)*, Brest, Université de Bretagne occidentale. Mémoire de maîtrise, tapuscrit, 2002.



Libération qu'en utilisant des guillemets. Roparz Hemon reste la figure tutélaire : quand il s'exprime dans *Al liamm* sur les années d'Occupation, c'est pour assurer en 1950 qu'un « vent de liberté » avait alors soufflé sur la Bretagne, puis en 1972 qu'elles avaient été « profitables à la vie intellectuelle autant qu'à la vie politique de notre pays ». C'est par opposition à *Emgleo Breiz* que onze publications et associations de cette mouvance en viennent elles aussi à s'organiser à compter de novembre 1957 au sein d'une fédération qui prend le nom de *Kuzul ar brezhoneg* (Le conseil de la langue bretonne) et dont l'objectif affiché est très clairement de contrer la dynamique dont semble bénéficier la nouvelle orthographe universitaire en faisant bloc autour de celle qui avait été mise au point en 1941.

Alors que le *Kuzul* à ses débuts ne se préoccupe pour ainsi dire que d'édition, *Emgleo Breiz* continue de s'adresser à l'opinion publique, parvenant à réunir 150 000 signatures en 1967 pour la plus importante pétition jamais signée pour la reconnaissance de la langue et de la culture bretonnes. C'est à ce moment que s'installe une dichotomie qui perdure, quoique désormais plus diffuse, entre ceux qui se situent dans la voie d'un « nationalisme culturel en Bretagne » et les « régionalistes ».

Les événements de mai 1968 vont les impacter profondément au cours des années qui suivent, dans un contexte survolté de chassés-croisés inattendus. Dans un premier temps, *Ar Falz*, la Jeunesse étudiante bretonne et l'UDB (Union démocratique bretonne), marquées à gauche, se rejoignent en 1969 pour créer *Galv* (L'appel) sous la forme d'un comité

PHOTO ARCHIVES CENTRE DE RECHERCHE BRETONNE ET CELTIQUE



d'action progressiste pour la langue bretonne, qui multiplie marches citoyennes et meetings pendant deux à trois ans, mais refuse la demande d'adhésion que lui présente *Kuzul ar Brezhoneg*. Sous la pression d'une nouvelle génération militante, *Ar Falz* connaît à partir de 1972 une crise qui se traduit par l'adoption d'une nouvelle orientation « nationalitaire », l'élection d'une direction présidée par Yves Person (africaniste réputé par ailleurs) et la mise à l'écart d'A. Keravel, son secrétaire général historique, qui se replie désormais sur *Emgleo Breiz*. *Ar Falz* quitte la Fédération des Œuvres Laïques, tout en se définissant toujours depuis ce moment comme un mouvement laïque.

Dans ce paysage éclaté, la voie est libre pour le *Kuzul*, dont Per Denez est l'un des dirigeants. Cet enseignant, docteur ès lettres pour une thèse sur le breton de Douarnenez, intègre la section de celtique de l'Université de Haute-Bretagne (Rennes 2) en 1969 : l'orthographe *peurunvan* va s'implanter durablement dans une université qui ne voulait pas en entendre parler vingt ans plus tôt. Il se fait connaître en Bretagne et à l'international par ses

## Pierre Jakez Hélias, militant laïque au sein de la Ligue de l'enseignement

Cet autre aspect des engagements militants de l'auteur du célèbre « Cheval d'orgueil » paru dans la collection « Terre Humaine »<sup>15</sup> est relativement peu connu. Issu d'une famille de paysans pauvres du pays bigouden, Pierre Jakez Hélias a enseigné à l'École normale de Quimper. Homme de radio, de télévision, de théâtre, poète, essayiste, conseiller du Festival de Cornouaille et proche de Jean Vilar, il a pris la responsabilité, qu'il évoque dans *Le quêteur de mémoire*<sup>16</sup>, de la Commission théâtre de la Ligue de l'enseignement de 1946 à 1954. En 1957, il succède à l'ethnologue Paul Delarue à la tête de la Commission nationale de folklore de l'UFOLEA (Union Française des Œuvres Laïques pour l'Éducation Artistique, le secteur culturel de la Ligue de l'enseignement). À l'époque on s'y prévalait du beau mot de « folklore » (science, connaissance du peuple). L'historien Jean-Paul Martin rappelle que ce terme « folklore » n'est pas univoque : « Idéologiquement le folklorisme laïque permet de contrecarrer la prétention des adversaires catholiques à saisir, seuls, la diversité et la profondeur des identités régionales, censément abrasées par la centralisation et le républicanisme abstrait »<sup>17</sup>.

méthodes de breton et leur traduction en différentes autres langues. Il est présent sur tous les terrains, perçu comme un militant « acharné », un universitaire engagé, écrivain, romancier, éditeur associatif... Favereau relève la « constance remarquable » de son discours concernant Roparz Hemon et l'indéfectibilité de son attachement aux convictions nationalistes de sa jeunesse<sup>18</sup>. L'adoption de la Charte culturelle bretonne octroyée par le président Giscard d'Estaing en 1977 lui fournit l'opportunité de s'imposer comme le leader charismatique du « mouvement culturel breton ».

Se met alors en place une cohabitation avant l'heure entre ce mouvement et les pouvoirs publics, tant au niveau régional qu'au niveau



© BRUD NEVEZ

En 1994, la revue en langue bretonne *Brud Nevez* (La nouvelle renommée) a consacré un numéro spécial à Pierre-Jakez Hélias à l'occasion de son 80<sup>e</sup> anniversaire.

national, qu'ils soient de droite ou de gauche. Elle peut être analysée comme la recherche d'une forme de paix régionale après des années de tensions et d'attentats. Elle débouche sur une véritable cogestion, puisque le Conseil régional délègue au nouvel Institut culturel de Bretagne, dont Per Denez est le directeur scientifique de 1982 à 1998, l'attribution des aides à l'édition en langue bretonne et des subventions à la culture régionale. C'est sous son impulsion que se confirme progressivement et durablement la suprématie des organisations membres ou proches du *Kuzul* au sein des organismes dont la Charte culturelle avait prévu la mise en place. L'institutionnalisation de la question linguistique et culturelle bretonne est en marche. *Emgleo Breiz* et *Ar Falz* ne sont pas encore marginalisés, mais ils ne tarderont pas à l'être, tant et si bien qu'ils vont progressivement se concentrer sur le développement de leur département édition. ☉

(À suivre)

<sup>15</sup> Plon, 1975.

<sup>16</sup> Plon, 1990.

<sup>17</sup> Martin, Jean-Paul, *La Ligue de l'enseignement. Une histoire politique (1866-2016)*,

Presses Universitaires de Rennes, 2016.

<sup>18</sup> Francis Favereau, *op. cit.*